

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.341 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - VENDREDI 12 MAI 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, 8 Mois, 9 fr. 17 fr. 27 fr. 45 fr.
Autres départements et l'Algérie, 9 fr. 12 fr. 18 fr. 28 fr. 45 fr.
Étranger (Union postale), 10 fr. 14 fr. 21 fr. 32 fr. 50 fr.

Les Abonnements partent de la fin de chaque mois. Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste.

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2 fr. - Faits divers : 3 fr. - Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr. Les insertions sont exclusivement françaises. A Marseille : Chez M. G. Allard, 21, rue Pavillon, et dans nos bureaux. A Paris : A l'Agence Havas, 2, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale.

4^e LETTRE

pour le

Filleul de l'arrière

Le Larousse définit la boue : Pousière des rues et des chemins détremés d'eau. Il ajoute que ce mot dérive du celtique *baw*. Tout cela est fort bien, et, à Marseille comme à X... sur le front, en ouvrant un dictionnaire, vous pourriez facilement en apprendre aussi long que moi. Mais ce dont je vous désire, non pas de l'apprendre, c'est de posséder une imagination assez féconde pour vous représenter, heureux habitant du Midi, le gâchis dans lequel nous patageons ici depuis des mois. Pour ma part, je n'aurais jamais cru que, dans certaines régions de la France, le ciel pût déverser tant d'eau, et la terre en boire autant. Encore pendant l'hiver se faisait-on un raisonnement. Mais le printemps est arrivé. Le soleil a eu la politesse de nous saluer d'une apparition, combien fugace, hélas ! Très vite les nuages sont revenus, et, avec eux, le vent, la pluie, la grêle, soufflant et tombant en bourrasques. Et la boue a suivi, fangeuse et collante, inondant campagne et villages de larges flaques grises, que les autos en passant vous jettent jusqu'à la figure par gouttes épaisses, qui vous tiraillent un peu la peau en séchant. La moindre promenade vous ramène couvert d'éclaboussures, chaussures et guêtres détrempées. Couramment, des chevaux s'enlèvent jusqu'au poitrail dans des chemins dits carrossables. Jugez, dès lors, ce que peuvent être parfois les tranchées ; et de quelle dose d'abnégation et de résignation héroïque, nos poilus ont à faire preuve, à tout instant.

Et voilà que sonnent les cloches de Pâques fleuries ! Comme il doit faire bon chez nous, parmi le rougeolement ondoyant des champs de sainfoin, où sous l'ombre légère des vergers en floraison. Que notre pays m'apparait beau et riant par le souvenir. Si chaque jour, nimbé du courage de nos troupes, me fait plus fier d'être Français, combien aussi cette vision lointaine de ma petite patrie me rend plus chère et plus précieuse, cette Provence qui, malgré sa modeste géographie, possède cependant le plus harmonieux assemblage de beautés.

Point de montagnes, mais des collines charmantes aux vallonnements imprévus ; point de forêts sauvages et profondes, mais des bois, des pinèdes tièdes et silencieuses, où, suivant les saisons, les argelas hostiles ou les genêts orgueilleux accrochent leurs lances d'ocre éclatant, tandis que les champs se couvrent tout à tour de la dorure des épis mûrs, du cuivre rouillé des vignes à l'automne, ou de la neige odorante des fleurs d'andrier, au printemps. Et toutes ces couleurs, tous ces parfums se trouvent multipliés, entourés, baignés par une lumière idéale, chaude et vibrante, qui rappelle les ciels de Grèce ou de Toscane, où tout paraît limpide et léger.

Parmi cette ambiance heureuse, vous continuez à vivre ! Ah ! comme il faut chasser les regrets avec force pour ne pas vous enivrer ! Vous pouvez aller méditer sous le feuillage argenté des oliviers ; humer l'air salin de notre mer si bleue ; vous battre contre le mistral soufflant en tempête en pleine Crau ; vous éblouir les yeux devant les rochers des Baux, si blancs sous le soleil ; vous promener aux bords fertiles de la Durance ; ou traverser ma ville natale, Aix, à la royauté déchuë, peuplée d'histoire, sommeillant au bourdonnement, mince et continu, d'un fil de la Fontaine Chaude ! Parmi tout cela, vous continuez à vivre ! En sentez-vous bien, au moins, tout le prix ?

Il est inestimable. Soyez-en persuadé ; mais jouissez-en avec décence. Égoïsme, répréhensible en temps normal, devient criminel en temps de guerre. Habitant chez vous, en un pays heureux, où, depuis deux ans, les hostilités n'ont en somme apporté aucun dommage direct, ne vous laissez pas engourdir par ce bien-être persistant. Vous êtes, cela va de soi, reconstitués à nos poilus de vous conserver ce bien-être par la barrière qu'ils opposent à l'ennemi. Mais il ne suffit pas. Il faut aussi songer à ce qui se passe au delà du front, à nos territoires envahis. Chaque matin, en descendant la Cannebière, où chaque pas vous montre que Marseille est encore Marseille, comment ne pas penser à ce que peuvent être devenues, sous la botte prussienne, Lille, Lens, Saint-Quentin, Mézières, et tant d'autres, hélas !

Quelle piété affectueuse, nous les Méridionaux, dans notre quiétude affermie par tant d'années de tranquillité, ne devons-nous pas témoigner à ces populations du Nord et de l'Est, toujours placées sur le chemin de l'invasion, à peine guéries d'une blessure, déjà prêtes à en recevoir de nouvelles pour le salut de la Patrie entière. Tant qu'elles seront prisonnières, aucune joie complète ne doit pouvoir nous envahir. De même qu'en une maison, où une maladie grave désolé les occupants d'un étage, aux autres étages les bruits s'éteignent, les enfants se taisent, le piano se clôt, les voix se baissent ; de même, dans la somp-

teuse demeure qu'offre la France à ses fils, tous doivent tendre anxieusement leur cœur vers les angoissés que, sans un murmure, subissent certains d'entre eux.

Songez à ce que doit être leur existence, à leur martyre moral quotidien. Ajoutez-y les vexations de toute nature ; le mensonge répandu à profusion ; tous les événements défigurés à la manière boche ; et, dans votre calme, vous frémisserez de leur misère.

Cela ne signifie nullement, que vous ne souffriez pas de la guerre. Trop de femmes en deuil viennent vous rappeler que son glorieux sacrifice s'étend à toute la nation, et que parmi les héroïques hécatombes, les nôtres ont su, comme tous, faire largement leur devoir. Mais n'est-il pas juste de demander aux provinces épargnées par l'invasion de s'organiser avec encore plus d'énergie, pour que leurs efforts combinés parviennent à rapprocher le front libérateur des provinces envahies ?

Mais tous ces mots sont bien inutiles, non cher filleul ; car je sais trop combien les idées qu'ils expriment s'accordent avec votre sentiment. Comme tous les braves gens de chez nous, vous êtes bon Français, et tout ce qui touche la France ne peut, de près ou de loin, vous laisser insensible. Jamais, je pense, l'esprit du front et celui de l'arrière ne pourront être, mieux qu'en cette matière, en plus intime communion. Seulement, expliquez-moi par quel phénomène vous êtes parfois si pessimistes, alors que nous demeurons si confiants. Et pourtant, vous avez le soleil, et le ciel bleu, qu'aucun taube ne vient soulever.

A propos de taube, voici une histoire qui vous déridera sans doute. Un jour que j'étais allé pour le ravitaillement à la ville voisine, pendant que j'attendais ma voiture pour le retour, un de ces sales oiseaux nous envoya quelques-unes de ses croûtes maléfaisantes. Sur ces entrefaites l'auto arrive. Mon chauffeur, nouveau venu sur le front, avait en outre la particularité d'être légèrement dur d'oreille. En m'installant auprès de lui, je lui demande s'il a entendu les bombes : « Je vous crois, me répond-il. A la première, j'ai en une peur terrible. » Et comme j'allais excuser cette crainte, légitime pour un premier bombardement, il ajoute paisiblement : « Mais oui ; figurez-vous, j'ai cru que c'était moi pneu qui éclatait ! »

PAUL ABRAM.

Une émouvante Cérémonie à la Sorbonne

M. Maurice Masson, tué à l'ennemi, reçoit le grade posthume de docteur

Paris, 11 Mai. Une cérémonie particulièrement émouvante a eu lieu ce matin à la Sorbonne. Elle consistait de la proclamation du jugement de la Faculté sur les thèses de M. Pierre-Maurice Masson, né à Nancy, docteur de la Faculté des Lettres, qui, au cours de la saison des pluies arrivant, le terrain pour la colonne de secours devint impraticable.

Le rapport du général sir John Nixon s'arrête à peu près à cette époque, et l'on sait que, depuis lors, les intempéries seules empêchèrent les secours d'arriver et obligèrent le général Townshend à accepter, quatre jours plus tard, la capitulation qui lui fut offerte en décembre.

Les deux rapporteurs des thèses, M. Lanson pour la thèse de Jean-Jacques Rousseau, et M. Michaux pour l'édition critique du vicar de Savoyard, ont ensuite lu leurs rapports, et M. Alfred Croiset, se levant, a déclaré, dans la forme accoutumée que les thèses étaient dignes de valoir le grade de docteur avec la mention très honorable.

Les Allocations aux Familles de Militaires condamnés

M. Durafour, député de la Loire, a adressé au ministre de l'Intérieur, une lettre dans laquelle il a exposé les raisons qui justifient les missions chargées de l'attribution des allocations ont admis, dans leur jurisprudence, que le bénéfice de la mesure devait être retiré aux familles lorsque le mobilisé est enlevé à son devoir militaire par une condamnation en Conseil de guerre, il invoque les raisons d'humanité et d'équité qui viennent à l'appui de l'opinion contraire au faveur de la famille brusquement brisée de tout moyen d'existence pour une faute à laquelle ses membres sont restés étrangers.

« Je suis assuré, dit-il, en terminant, que vous ne voudrez pas qu'on puisse dire que, pendant la guerre, le principe de la personnalité des fautes, proclamé par le droit de la Révolution française, a été aboli dans notre grand pays ».

En conséquence, M. Durafour demande au ministre de donner toutes les instructions nécessaires pour que les familles auxquelles arrive un pareil malheur ne soient pas injustement frappées deux fois.

649^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 11 Mai.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant : En Champagne, nos tirs de destruction ont démolé une tranchée allemande sur une longueur de cent mètres environ au sud-est de Tahure.

Sur la rive gauche de la Meuse, lutte d'artillerie assez active dans la région du bois d'Avocourt.

Sur la rive droite, une attaque allemande, lancée vers 2 heures du matin, sur nos positions à l'ouest de l'étang de Vaux, a été repoussée à la baïonnette et à la grenade.

Nuit relativement calme sur le reste du front.

AVIATION

Dans la nuit du 10 au 11 mai, quatre de nos avions de bombardement ont lancé vingt-six obus sur les gares de Damvillers et d'Étain et sur un parc près de Foameix, où un incendie s'est déclaré.

LES ANGLAIS EN MÉSOPOTAMIE

Les Opérations de la colonne Townshend

L'échec de Ctésiphon et la reddition de Kut-el-Amara

Londres, 11 Mai.

La London-Gazette publie un rapport du général sir John Nixon sur les opérations en Mésopotamie pendant les mois d'octobre, novembre et décembre.

Le général sir John Nixon qui commandait au début le corps expéditionnaire et fut obligé de se démettre de ses fonctions pour raisons de santé, fait ressortir dans son rapport la conduite valeureuse des troupes britanniques.

Il rappelle qu'à Ctésiphon l'ennemi comptait 13.000 hommes de troupes régulières et



Carte des opérations anglaises autour de Kut-el-Amara

38 canons, qui furent peu après accourus par des renforts. Mais, vers le 20 novembre, les troupes britanniques attaquèrent l'ennemi, pénétrant jusqu'à sa deuxième ligne et lui prenant des canons.

C'est ce moment que commencent pour le corps expéditionnaire les difficultés pour s'approvisionner d'eau. En même temps, le général Townshend était à 9 milles de ses sources d'approvisionnement et avait à lutter contre des troupes augmentées de renforts. Cela se passa le 26 novembre dernier et dura jusqu'au 2 décembre, quand commença le retrait de Ctésiphon sur Kut-el-Amara, qui fut atteint le 3 décembre et cerné par l'ennemi le 6.

Depuis cette date, Kut-el-Amara fut l'objet d'un bombardement incessant de la part de l'ennemi. Le 8 décembre, le commandant des forces turques, Nured-Din pacha, demanda au général Townshend de se rendre. Loin d'obtempérer, Townshend, quelques jours après, du 14 au 16, et du 17 au 18, tint avec succès deux sorties heureuses, attendant le concours du corps expéditionnaire de renfort qui lui était envoyé. Malheureusement, la saison des pluies arrivant, le terrain pour la colonne de secours devint impraticable.

Le rapport du général sir John Nixon s'arrête à peu près à cette époque, et l'on sait que, depuis lors, les intempéries seules empêchèrent les secours d'arriver et obligèrent le général Townshend à accepter, quatre jours plus tard, la capitulation qui lui fut offerte en décembre.

L'avancement de l'Heure

Paris, 11 Mai.

La Chambre de Commerce de Paris a adopté et converti en délibération un rapport sur le projet Honorat. Sa conclusion est favorable pour les raisons d'ordre économique et hygiénique qui ont été exposées. Elle émet le vœu de voir décréter au plus tôt l'application proposée, exprimant en même temps le désir que la réforme si possible soit définitive, c'est-à-dire survive à la guerre.

IL Y A UN AN

Mercredi 12 Mai

Au nord d'Arras, pendant la nuit, l'ennemi a été attaqué à diverses reprises et sur plusieurs points ; devant Loos, il a reconquis quelque terrain ; à Neuville-Saint-Vaast, repoussé, il a essuyé des pertes énormes ; entre Carency et Ablain, même échec sanglant. Nos troupes progressent à l'est et au nord de Combray, occupant une nouvelle partie du village, ainsi qu'à Neuville-Saint-Vaast. En trois jours, nous avons fait plus de 4.000 prisonniers allemands. D'autres offensives ennemies sont repoussées à Berry-au-Bac, à Beaulieu, à Marie-Thérèse et à Baastelle.

LA GUERRE

L'échec des attaques allemandes sur le front de Verdun

UN IMPORTANT SUCCÈS RUSSE EN ASIE

Paris, 11 Mai.

Les ministres, réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier -

Paris, 11 Mai.

Avant-hier, tout à la fin de la journée, l'ennemi a lancé une nouvelle et puissante attaque contre la cote 304. L'attaque a échoué complètement.

Il semble que l'ennemi est à bout de souffle. A deux heures du matin, il a tenté un nouvel assaut dans la région de l'étang de Vaux, sans plus de succès que précédemment.

La bataille de Verdun, à son 80^e jour, continue, mais elle paraît entrer dans une période de tassement relatif, qui doit caractériser de nouveaux préparatifs.

De Russie, nous parvenons des nouvelles assez confuses et contradictoires. Il y a deux mois, des mouvements importants étaient signalés des deux côtés. On les interprétait comme les préparatifs d'une offensive qui n'attendait que le déclenchement, que le retour du beau temps. Puis, l'accalmie s'est faite. Elle persiste, absolue, et elle déroute les critiques militaires qui ne savent plus qu'augurer.

D'un côté, en effet, la presse allemande fait répandre le bruit de larges préparatifs, et ce matin encore, un journal anglais confirme que l'état-major russe y croit ; tandis que, d'un autre côté, certains ne craignent pas d'affirmer que l'ennemi n'a pas d'autres desseins que celui de distendre sa faiblesse sur le front oriental.

Les états-majors alliés obéissent à des considérations d'un caractère inductible, comme l'observe un grand journal francophile de Suisse. Il convient de leur faire confiance. Quand, enfin, ils pourront attaquer à leur tour sur tous les théâtres à la fois, la face des choses changera vite.

Si nos alliés russes paraissent tactifs sur leur front d'Europe, ils progressent toujours en Asie Mineure, et leur avance de ce côté a un extrême intérêt.

Sur le front de Salonique, on signale une activité des deux côtés, qui peut être le signal des opérations.

De même, une certaine nervosité est constatée dans les deux camps sur le front occupé par nos alliés britanniques.

M. JUS RICHARD.

Les Parlementaires russes en Angleterre

Télégramme de félicitations à l'armée française

Londres, 11 Mai.

À la fin de la collation offerte par la Chambre aux députés parlementaires russes, M. Hayes Fischer, membre du ministère, a proposé au nom du speaker M. Lowther, d'envoyer à M. Poincaré, au nom de la Chambre des Communes et celui des parlementaires russes assemblés au palais de Westminster, un télégramme félicitant la vaillante armée française de ses splendides efforts contre l'ennemi commun.

Le télégramme a été envoyé sous la signature de M. Lowther.

Paris, 11 Mai.

M. le président de la République a reçu le télégramme suivant : Londres, 10 Mai. Les membres du Conseil de l'Empire russe et de la Douma, et les membres de la Chambre des Communes d'Angleterre, réunis, envoient leurs salutations cordiales au président de la République française, au vaillant peuple et à la vaillante armée française, et les félicitent pour la lutte brillante qu'ils soutiennent ; ils expriment leur confiance que la guerre se terminera par une grande victoire pour les Alliés.

Londres, 11 Mai.

Speaker de la Chambre des Communes. Le président a répondu dans les termes ci-après : Paris, 11 Mai.

M. James W. Lowther, Speaker de la Chambre des Communes, Londres. Je vous remercie, vous, les honorables membres de la Chambre des Communes, les honorables membres du Conseil de l'Empire russe et de la Douma, de votre message auquel seront très sensibles la nation et l'armée françaises. Les relations de plus en plus intimes entre les représentants des pays alliés sont le signe visible d'une union que rien ne rompra et qui est le meilleur gage de la victoire.

Raymond Poincaré.

Les Troubles d'Irlande

M. Asquith s'explique sur les mesures de répression

Londres, 11 Mai.

M. Asquith a déclaré, hier, à la Chambre des Communes, qu'il n'y avait pas de raison de croire qu'il serait encore nécessaire de recourir à des mesures extrêmes à l'égard des rebelles irlandais, mais qu'il ne pouvait rien préjuger à ce point de vue. Il a ajouté qu'autant qu'il était à sa connaissance, il n'avait pas été exécuté de prisonniers sans avoir réfléchi suffisamment et n'agit pas en conformité des instructions qu'il avait reçues. Le gouvernement impérial admet donc, roulement des assurances données au gouvernement des États-Unis, n'ont pas été

verts et l'officier qui a ordonné l'exécution passera en Conseil de guerre. Il a été d'ailleurs arrêté.

Si d'autres cas identiques se sont produits, ils seront poursuivis de la même façon. Répondant à une question, M. Asquith a fait savoir que si le jugement, lundi prochain, de Casement est publié, ce qui n'avait pas eu lieu pour les autres inculpés, c'est que son cas était spécial.

Le Comité d'enquête sur les troubles en Irlande se composera de Lord Hardinge, de Ponshurst, du président Sherman et de sir Mackenzie-Chalmers.

Comment Verdun fut défendu

L'ordre de tenir jusqu'au bout avait été donné par le généralissime

Paris, 11 Mai.

On communique la note suivante : A aucun moment de la bataille de Verdun le haut commandement n'a donné d'ordres en vue du retrait des troupes françaises sur la rive gauche de la Meuse. Bien au contraire, dès la matinée du 23 février, le général de Langie de Cary prescrivait aux troupes de la rive droite que l'occupation de tout point même débordé, de tout flot même complètement entouré devrait être maintenu même à tout prix et qu'il ne devait y avoir qu'une consigne : tenir.

Le 24 au soir, le général commandant en chef prescrivait de tenir sur le front entre Meuse et Woëvre, en y employant tous les moyens dont on disposait. Il dirigeait aussitôt le général de Castellana sur Verdun.

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février, en cours de route, le général de Castellana confirmait, par téléphone, au général Herr, que, conformément aux ordres du général en chef, les positions de la rive droite de la Meuse devaient être tenues, coûte que coûte. Enfin, le soir du même jour 25, le général en chef envoyait au général Pétain, prenant son commandement, l'ordre suivant : « J'ai ordonné, hier 24, de tenir sur la rive droite de la Meuse, au nord de Verdun. Tout chef qui donnera un ordre de retraite sera traduit devant un Conseil de guerre. »

Le lendemain matin, 25 février,

Au Conseil Général

LA CLOTURE DE LA SESSION

Le budget supplémentaire de 1916
L'œuvre de la Commission de la Vie Chère.

Le Conseil général s'est réuni en séance publique hier après-midi, à 3 heures, sous la présidence de M. Cabascol.

L'augmentation des prix du charbon due à la pénurie des stocks provoque un vœu de M. Clément Lévy, Vidal, Scaoman et Barthelemy. Après une intervention de M. Schrameck, préfet, qui indique que des pourparlers sont en bonne voie entre les ministères français et anglais pour atténuer cette situation, la commission des vivres est adoptée.

Les conseillers généraux, au nom du département des Bouches-du-Rhône, au nom des populations industrielles et ouvrières, au nom des commerçants, demandent au gouvernement la liberté de circulation des marchandises de toutes provenances dans le département des Bouches-du-Rhône et la mise à la disposition des importations d'un matériel de transport suffisant.

Un vœu de M. Duverger : « Que la loi sur les retraites ouvrières soit appliquée à tous les ouvriers et notamment aux ouvriers et employés de la Compagnie des Docks qui ne retirent pas les avantages que celle loi réserve aux vieux travailleurs » est aussi adopté.

Le budget supplémentaire de 1916

M. Maurel, rapporteur de la Commission des Finances, expose ensuite l'économie du budget supplémentaire de 1916.

En conclusion : Le préfet envoyait 3.510.747 fr. 76 de recettes. La Commission a trouvé 87.520 francs de recettes nouvelles. Au total : 3.598.267 fr.

Une augmentation de 124.150 fr. 76 de dépenses provoque un déficit de 36.250 fr. 16. L'équilibre est établi en ramenant à 102.763 fr. 34 les prévisions de l'article 8 du chapitre 30 du budget.

Le Conseil général adopte à l'unanimité les conclusions de M. Maurel et renouvelle les pouvoirs de la Commission des Finances et de son rapporteur.

Les travaux de la Commission de la Vie Chère

La loi du 20 avril 1916 a établi la taxation des denrées et substances diverses. Elle a institué une Commission spéciale pour l'exécution des volontés du législateur. Un rôle important dans sa constitution est réservé aux Conseils généraux.

Mais, bien avant le vote de cette loi, le Conseil général, dans sa séance du 30 septembre 1915, avait institué une Commission de la Vie Chère.

Rapporteur vigilant, M. Duverger a tenu à présenter un résumé de l'œuvre accomplie par la Commission de la Vie Chère à la veille du fonctionnement de la nouvelle Commission qui comprend, parmi les représentants des corps constitués, les conseillers généraux Duverger, Baré, Pierre Roux et Michel.

En voici les passages essentiels :

En question du pain. — Il a été exposé dans son premier rapport, dit-il, que le prix du quintal de farine, rendu à la boulangerie, avait été fixé à 48 francs. Or, à la fin de la semaine dernière, le prix du pain a été ramené à 40 centimes.

« Votre Commission au moment de se séparer, a décidé de demander au préfet de ramener à 45 centimes en diminuant encore le prix du quintal de farine. Tous les éléments d'appréciation ont été recueillis par votre Commission. Elle n'a pu encore être consacrée par des décisions formelles, la Commission créée par la loi du 20 avril, pourra sans retard, et certainement, se réunir.

La viande. — Pour passer à la hausse du prix de la viande, les Boucheries départementales ont été créées le 15 avril 1916. Avant le concours de M. Gemma, puis de M. Métras, commissaires en chef.

Trois boucheries ont fermé leurs portes : ce sont celles des traitants de Melbaud et celle de la rue Decezes. Les autres, qui ont été créées, ont été créées à l'initiative de la population ouvrière de ce quartier par suite du manque de personnel.

Les établissements subsistants fonctionnent dans d'excellentes conditions. Il ne vendent que de la viande de première qualité.

Grâce au complet désintéressement de tous ses membres et de son collaborateur, M. Bonifay, la Commission de la vie chère n'a fait aucun prélevé-

Marseille et la Guerre

Morts au Champ d'honneur

Au nombre de nos concitoyens glorieusement tombés pour la défense de la Patrie, nous avons à citer aujourd'hui les noms :

De M. Auguste Nègre, soldat au 163^e d'infanterie, tué à l'ennemi le 8 octobre 1915.

De M. Joseph François, d'Arles, soldat au 309^e d'infanterie, tué à l'ennemi le 23 août 1914.

Le paiement des allocations

Le paiement des allocations de la période de 28 jours du 7 avril au 4 mai 1916 aura lieu le samedi 13 mai 1916, de 9 heures à 4 heures, dans les perceptions de la ville, conformément aux indications ci-après :

La perception de la rue de la République, 6, entre du numéro 20 et au-dessus du 1^{er} canton.

La perception de la rue Clapier, 4, palera les retardataires.

La perception de la rue de la Darse, 23, palera les retardataires.

La perception du boulevard Thiers-Touraine, 12, palera le numéro 220 à 430, du 1^{er} canton.

La perception de la rue Paradis, 118, palera le numéro 3501 à 4000 du 8^e canton.

La perception de la rue Duguesclin, 8, palera le numéro 2501 à 4000 du 8^e canton.

La perception de la rue du Coq, 17, palera le numéro 2501 à 2750 du 7^e canton.

La perception du boulevard Thiers-Touraine, 12, palera le numéro 431 à 439, du 1^{er} canton.

La perception de la rue Paradis, 118, palera le numéro 3501 à 4000 du 8^e canton.

Allocations italiennes

Les allocations aux familles des mobilisés italiens de la région sont payées aux dates suivantes : Rue d'Alger, 15 et 16 mai ; rue Guérin, 16 et 17 mai ; rue du Trésor, 15 ; rue Sainte-Pauline, 10 et 20 mai. Les vœux de nos concitoyens ont été entendus et les allocations ont été versées le 9 et 10 mai.

Les prix de la main-d'œuvre indigène

Par décision du général commandant la 15^e région, le général gouverneur de Marseille vient d'être autorisé à imposer aux différents services de la garnison la main-d'œuvre indigène, lorsque les circonstances l'exigent.

Voici le texte du rapport de la Place :

Conditions d'emploi des travailleurs indigènes. — Des équipes seront constituées au dépôt des travailleurs coloniaux avec des chefs d'équipes indigènes.

Chaque chef d'équipes sera muni d'un carnet permettant l'inscription des journées de travail de chaque travailleur. Le dépôt des travailleurs continuera à subvenir aux be-

soins des travailleurs employés par les services et à régler toutes les dépenses de solde et prime de travail.

Le travail terminé, le casernier sera arrêté par le service employeur et adressé à l'officier d'administration du dépôt des travailleurs coloniaux pour le remboursement des dépenses d'entretien des équipes pendant la durée de leur travail effectué ; les dépenses seront imputées aux divers services par voie administrative.

Prix de la journée de travail : Kabyles, Arabes, Tunisiens et Marocains, 3 fr. 325 ; Annamites et Malgaches, 2 fr. 675.

CONTRE LA VIE CHÈRE

Dans les Boucheries départementales

Voici le prix des viandes pour la 2^e quinzaine de mai :

Bœuf : le kilo : les morceaux 2 fr. 60, bavette et chapelet 2 fr. 50, d'aube coupée 2 fr. 60, palatinet 2 fr. 50, groupe ordinaire 3 fr. 20, entrecôte 3 fr. 60, côte de bœuf, bœuf de 1^{er} choix, 4 fr. 30, bœuf de 2^e choix, 4 fr. 20, filet ordinaire 5 fr. 20, filet de bœuf 5 fr. 20, côtes de bœuf 5 fr. 20, épaule de bœuf 5 fr. 20, gigot de bœuf 5 fr. 20, gigot de mouton 5 fr. 20, mouton de 1^{er} choix, 5 fr. 20, mouton de 2^e choix, 5 fr. 20, épaule avec os 3 fr. 20, rognon et œuf 3 fr. 20, veau sans os 3 fr. 20, éminces 3 fr. 20, agneau 4 fr. 20, côtelette d'entrée 3 fr. 20, porcine et découvert 2 fr. 50, agiot 3 fr. 20.

Toutes les viandes sont de première qualité.

Un Cheval s'emballe rue Saint-Régis

Un déplorable accident, qui a fait deux victimes, s'est produit, hier après-midi, rue Saint-Régis, à la Belle-de-Mai, dans les circonstances suivantes :

Un condoulsan son attelage, le territorial Gaudin, âgé de 47 ans, descendant vers 3 heures de l'après-midi, la rue Saint-Régis, quand soudain, le cheval s'emballe, jusse au moment où M. Antoine Donneaud, âgé de 52 ans, habitant rue Lautard, Et, traversait la voie.

M. Donneaud fut violemment heurté et renversé, et une zone du véhicule lui passa sur le corps. Soit cette nuit résistante, la bête se cabra et tomba, et le contre-coup projeta le charretier à terre.

Les témoins du malheureux accident s'empressèrent aussitôt auprès des victimes qui furent conduites à la pharmacie Grangier, rue Belle-de-Mai, où M. Gozzi, commissaire de police, arriva.

M. Donneaud portait de multiples et graves contusions sur tout le corps. Il a été dirigé d'urgence sur la Conception. Son état paraît satisfaisant.

Le charretier avait une luxation de l'épaule droite. Il a été admis à l'hôpital militaire de Verdun et est provisoirement soigné en convalescence.

M. Gozzi a ouvert une enquête au sujet des responsabilités à établir relativement à cet accident. — E. L.

Reprise de « Gillette de Marbonne » aux Variétés-Casino

C'est ce soir que Gillette de Marbonne, la délicieuse opérette, est reprise aux Variétés-Casino. La direction de ce superbe établissement a voulu donner ce soir, chef-d'œuvre d'une interprétation véritablement hors de pair.

On applaudira donc l'excellent ténor Fernand Lemaire, M. Raynal, de l'Opéra-Comique, les bons comiques Saint-Léon et Kerny, si aimés du public verdunois, et, enfin, la charmante première chanteuse, Mlle Lucette Méry et l'exquise Mlle Erym.

Les chœurs et l'orchestre seront dirigés par le renommé chef, M. Robert, et la mise en scène sera dirigée par M. Delange. C'est dire que rien ne sera négligé pour donner, à la sensationnelle représentation de ce soir, tout l'éclat désiré.

Les Dernières Dépêches de la Guerre

COMMUNIQUE OFFICIEL

Paris, 11 Mai.

Le gouvernement fait, à 23 heures, le communiqué officiel suivant :

Dans la région de Verdun, lutte d'artillerie assez active dans le secteur d'Avocourt. Bombardement violent de nos positions du bois de la Caillette et de nos deuxième lignes.

Sur la rive droite, quelques rafales d'artillerie en Wœvre.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front en dehors de la canonnade habituelle.

Paris, 11 Mai.

L'officiel publie le texte d'un règlement qui a été arrêté par le gouvernement italien relativement au débarquement des marchandises chargées à bord des navires allemands, qui se trouvent dans les ports d'Italie, et qui ont été réquisitionnés par les autorités italiennes.

Cet avis est de nature à intéresser les négociants français propriétaires de marchandises embarquées à bord de ces navires.

Dans les Flandres

Le Bureau de la Presse fait le communiqué officiel suivant :

Lutte d'artillerie dans la région de Rams-cappelle de Schoore.

Le bombardement réciproque dans le secteur de Diamant a continué aujourd'hui.

La Bataille de Verdun

Les opérations d'hier

Nouvelle trêve. — Les Allemands vont la mettre à profit pour préparer de nouvelles attaques, mais Verdun reste inviolable.

Paris, 11 Mai.

Après une semaine d'une lutte furieuse, la bataille s'apaise à nouveau devant Verdun. L'ennemi n'a fait qu'une seule attaque vers 2 heures, dans la nuit du 10 au 11 mai, à l'ouest de l'étang de Vaux. Il a été repoussé à la grenade et à l'arme blanche.

A part cette diversion à notre droite, les dernières vingt-quatre heures n'ont été marquées que par le duel d'artillerie assez actif dans le bois d'Avocourt, à gauche de la Meuse, et à droite par le bombardement intense de nos positions du bois de la Caillette et de nos secondes lignes. Cela fait songer à des coups de tonnerre qu'on entend encore parfois lointainement.

Les Allemands, visiblement épuisés, vont souffler sans doute, ainsi qu'après toutes leurs tentatives précédentes. Ils mettront cette trêve à profit pour reconstituer leurs unités, ramener d'autres effectifs, déplacer les batteries supposées réparées, enfin, se réapprovisionner en munitions, puis le combat reprendra, mais la bataille en est à son 80^e jour. Or, à part la foule du début, dont l'avenir établira les causes, l'ennemi n'a obtenu que des résultats négatifs, payés par de formidables pertes, Verdun reste inviolable.

Attendons donc avec confiance les nouveaux assauts prévus.

La Marche des Russes sur Bagdad

Pétrograde, 11 Mai.

D'après les derniers renseignements, les Russes dans leur marche dans la direction de Bagdad ont actuellement franchi une distance de quarante-cinq kilomètres de Khanikien, où, supposé-on dans les milieux compétents, les troupes auront à surmonter une résistance acharnée de la part des Turcs qui ont organisé puissamment Khanikien, leur dernier repaire fermant l'entrée de la vallée du Tigre.

Les Troupes allemandes sur le front du Caucase

Londres, 11 Mai.

Les journaux reproduisent un télégramme de Pétrograde d'après lequel les troupes allemandes sont arrivées sur le front du Caucase, à la suite de la promesse faite par le haut commandement allemand aux Turcs, après la chute d'Erzerour.

Le Reichstag refuse la mise en liberté de Liebknecht

Genève, 11 Mai.

Le Reichstag a confirmé le vote de la Commission et a repoussé, à l'appel nominal, par 221 voix contre 102, l'abstention de 10 députés du parti socialiste relatives à la suspension de la procédure contre M. Liebknecht et sa mise en liberté.

La Défense aérienne de l'Angleterre

Londres, 11 Mai.

Au cours de la séance de la Chambre des Communes, un député demanda au ministre des Munitions s'il n'y aurait pas lieu de stimuler le zèle des inventeurs en promettant un prix de 250.000 francs à celui qui découvrirait un projectile incendiaire assez petit pour être lancé par le canon d'un avion, et assez puissant pour détruire un zeppelin.

Le secrétaire adjoint, M. Addison, répondit que le ministre des Munitions avait été saisi d'un grand nombre de projets, et qu'il était inutile de stimuler le zèle des inventeurs.

La Conférence économique des Alliés

Londres, 11 Mai.

Le secrétaire d'Etat pour les Indes, M. J. Chamberlain, a déclaré à la Chambre des Communes que les Indes ne seront pas représentées à la Conférence économique du 5 juin.

Les Concours à l'Ecole Centrale

Paris, 11 Mai.

Le ministre du Commerce vient de prendre, en faveur des militaires sous les drapeaux, qui sont en mesure de se présenter aux concours d'admission de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, les mesures suivantes : Institution de points compensateurs accordés à ces candidats de manière à tenir compte de leur long séjour à l'armée ; prolongation du délai d'inscription de la limite est reportée pour eux, du 15 au 25 mai inclus.

Il est utile de rappeler également que le ministre de la Guerre avait décidé d'accorder aux jeunes gens de ces catégories

L'Action russe

Communiqué officiel

Pétrograde, 11 Mai.

Le grand état-major russe fait le communiqué officiel suivant :

FRONT OCCIDENTAL. — Sur le front des régions de Jacobstadt et de Dvinsk, au sud-ouest du lac de Narotch et dans la direction de Baranovitchi, l'ennemi a exécuté, sur plusieurs secteurs, un feu violent d'artillerie.

A l'ouest d'Olyk, nous avons repoussé une tentative de forces importantes ennemies de s'approcher de nos tranchées.

Dans la région de la Strypa moyenne, à l'est de Podgaisky un aérostat capturé allemand a brisé ses amarres et est tombé à l'arrière de nos lignes près de Goussatine.

FRONT DU CAUCASE. — Sur le front du littoral nos éléments ont progressé à l'ouest et au sud-ouest de la ville de Platana.

Dans les combats dans la région à l'ouest d'Aschkhaline, les Turcs ont cerné un de nos détachements composé de soldats de réserve. Fais prisonniers, ces réservistes ont prêté une mort glorieuse à une reddition honnête, et se sont rendus, le sous-officier Potiaschvillin en tête, sur l'escorte turque la méfiant en déroute, et ont rejoint leur régiment.

Nous avons repoussé par nos tirs des tentatives d'offensives des Turcs dans la direction d'Erzindjan.

La Guerre en Orient

Paris, 11 Mai.

Le Temps écrit ce soir :

Le renforcement progressif du camp de Salonique, les quatre-vingts jours de succès salifères allemands devant Verdun, les angoisses toulousaines et l'humiliation imposée au Kaiser par l'Amérique contrebalançant dans le jugement des Hellènes les efforts de la propagande fanfaronne du baron de Schen.

Les Grecs se rendent compte que leurs consciences les portent vers le camp des puissances dont les chances de victoire apparaissent chaque jour plus clairement. Ils se montrent d'autant plus prêts à suivre la Bétique qui a toujours proclamé la foi dans le succès de la cause des Alliés et qui leur apparaît comme le meilleur interprète de leurs espérances auprès des puissances protectrices de l'Hellade.

Les prisonniers allemands faits par les troupes du général Sarraïl, les déserteurs bulgares sont comme le prétexte d'événements plus considérables. L'ennemi hébété de la Grèce s'ingulge et les Turcs sont trop occupés par l'avance victorieuse des Russes en Arménie et sur la route de Bagdad pour avoir le temps de penser à ce qui se passe en Grèce.

La Grèce s'aperçoit de l'erreur commise en refusant d'entrer dans la guerre au moment où son destin devait bénéficier de l'humanité et lui assurer tout le bénéfice d'un concours qui pouvait être décisif.

Ce sont ces sentiments et ces réveils de consciences que traduisent les déclarations de M. Venizelos et de ses partisans. Ces indications ont une importance que les gouvernements d'Athènes eux-mêmes ne sauraient se dissimuler.

Les Opérations anglaises dans l'Est africain allemand

Londres, 11 Mai.

Un communiqué du général Smuts relatif à la lutte dans l'Est africain allemand daté du 9 mai, déclare que l'ennemi, qui s'était retiré de Kondoa-Irangi, avance de nouveau dans cette région, après avoir été renforcé, mais nos forces sont suffisantes pour lui faire face.

L'avance des Belges à travers le Ruanda, et aussi au sud et au nord de Kivu, progressent d'une manière satisfaisante, en dépit du mauvais temps.

Les Opérations anglaises dans l'Est africain allemand

Londres, 11 Mai.

Un communiqué du général Smuts relatif à la lutte dans l'Est africain allemand daté du 9 mai, déclare que l'ennemi, qui s'était retiré de Kondoa-Irangi, avance de nouveau dans cette région, après avoir été renforcé, mais nos forces sont suffisantes pour lui faire face.

L'avance des Belges à travers le Ruanda, et aussi au sud et au nord de Kivu, progressent d'une manière satisfaisante, en dépit du mauvais temps.

Le Torpillage du « Sussex »

Genève, 11 Mai.

L'aven officiel de l'Allemagne, transmis par l'agence Wolff, que c'est bien un sous-marin qui a torpillé le Sussex, produisant une impression d'attente. Il avait définitivement les derniers vestiges de confiance que l'on pouvait encore accorder en pays neutres, aux déclarations et aux affirmations allemandes. Le public et les journaux en tirent, en outre, les déductions suivantes :

1^o Il a fallu au pays qui vante sans cesse son ordre et son organisation 46 jours pour savoir si son sous-marin qui a torpillé le Sussex, était un sous-marin américain ou un sous-marin allemand.

2^o Il est acquis que dans un pays qui vante sa marine un commandant de sous-marin ne sait pas distinguer un navire à passagers d'un bateau poseur de mines, et qu'il est incapable de crayonner une silhouette ressemblant à un navire qu'il rencontre.

3^o Il est acquis que dans un pays qui vante la franchise de ses renseignements (déclarations de Behmann-Holweg au Reichstag, le 11 avril), l'Allemagne, qui a torpillé le Sussex n'avait pas été torpillé, mais avait touché une mine, commettait un faux et un mensonge.

Enfin il est acquis, par-dessus tout acquis, que si le Sussex avait été envoyé au fond de l'eau, jamais l'Allemagne n'aurait confessé la vérité, parce qu'alors on n'aurait pas pu dire que le torpillage du Sussex, produit par suite, les familles des malheureux neutres victimes de cet acte de piraterie n'auraient pu obtenir les réparations et les indemnités auxquelles ils ont droit.

Les neutres, par les affirmations répétées et actuellement reconnues mensongères de l'Allemagne touchant le Sussex, paraissent étonnés de la valeur de toutes les autres affirmations allemandes.

La Révolution en Chine

Shanghai, 11 Mai.

Assumant le rôle d'arbitre entre le Nord et le Sud, les seuls chefs disposant de forces militaires dans la vallée du Yang-Tse, le général Tchang Hian et les gouvernements de Nankin et de Nanchang ont tenté de conclure à Nankin une négociation entre les délégués de toutes les provinces. Le gouvernement de Pékin serait disposé à accepter cette proposition.

Les Crimes du Braconnier

Moulins, 11 Mai.

Le dangereux braconnier Simon Joudy, douze fois condamné, qui en janvier dernier, avait commis une double tentative de meurtre sur ses renardes de notre ville, et qui depuis, vivait dans les bois avoisinants, a tiré, hier soir, des coups de fusil sur trois inspecteurs de la police mobile qui, ayant réussi à le découvrir, se retirèrent, se disposaient à l'arrêter.

L'un d'eux a été blessé au côté droit, mais non grièvement.

Les inspecteurs ont fait usage de leurs revolvers, et l'un d'eux croit avoir atteint le meurtrier, qui réussit pourtant à s'échapper.

Bulletin Financier

Paris, 11 Mai. — On a un bon peu travaillé aujourd'hui et la séance a été par suite plus intéressante que la précédente. Au parquet à terme, on s'est par exemple montré un peu plus actif sur les fonds russes en particulier y compris quelques échanges. Au comptant, nos rentes françaises demeurent soutenues, mais la rente extérieure est à faire pour les Chinois espagnols. A terme, quelques panics américains ont été observés, et en Egypte à 100. Rio-Tinto, calme, soutenu. Sur le marché en banque, les valeurs industrielles russes sont plus actives et bien disposées. Par contre, valeurs cuprifères un peu régulières, de Bours ordinaire offerte. Valeurs de caoutchouc avec quelques demandes. Mines d'or américaines hautes.

